

L'eau manque déjà : le Québec doit ouvrir les yeux

Sommes-nous prêts à reconnaître que l'abondance de l'eau au Québec n'est plus acquise?

Au Québec, nous avons longtemps cru que l'eau était une ressource infinie.

Exit l'époque des lunettes roses : il faut aujourd'hui faire face à la réalité. En Montérégie, sur le territoire du bassin versant de la rivière Châteauguay, la pression sur l'eau souterraine atteint des niveaux préoccupants. Ce que plusieurs percevaient encore récemment comme un enjeu local devient, de façon de plus en plus évidente, un enjeu national.

Depuis plus d'une décennie, les signaux d'alarme se multiplient. Dès 2015, le plan directeur de l'eau identifiait déjà la disponibilité de l'eau souterraine comme un problème majeur. En 2024, cette inquiétude s'est transformée en diagnostic clair : nous faisons face à une surconsommation de la ressource.

Entre-temps, les phénomènes se sont intensifiés. Le drainage agricole accélère l'écoulement de l'eau. L'imperméabilisation des sols urbains empêche son infiltration. Résultat : les nappes phréatiques se rechargent moins vite, pendant que les rivières subissent des crues plus violentes et que les périodes d'étiage s'allongent. À cela s'ajoutent des sécheresses plus fréquentes et plus sévères, amplifiées par les changements climatiques.

Ce cocktail n'est pas théorique. Il entraîne des conséquences bien réelles.

Les premiers touchés sont ceux qui nous nourrissent : les producteurs agricoles. Dans certaines zones, l'approvisionnement en eau devient incertain en pleine saison de croissance. Mais ce sont aussi des milliers de citoyens — plus de 40 % de la population du territoire — qui dépendent directement de l'eau souterraine pour leur consommation quotidienne.

Ce qui se passe en Montérégie aujourd'hui préfigure ce que d'autres régions du Québec risquent de vivre demain.

Un problème connu... mais jamais pleinement affronté

Le Québec n'en est pas à sa première réflexion sur l'eau. Dès 2000, la commission Beauchamp du BAPE rappelait que l'eau devait être protégée, partagée et mise en valeur collectivement.

Depuis, nous avons structuré la gouvernance de l'eau, créé des organismes de bassin versant, adopté une Politique nationale de l'eau et mis en place des outils de planification.

Mais un angle mort persiste : notre capacité à mesurer, encadrer et arbitrer les prélèvements d'eau de manière globale. Aujourd'hui encore, la réglementation souffre d'un manque d'indicateurs fiables permettant de comprendre les effets cumulés de nos usages.

En d'autres mots, nous gérons une ressource vitale sans disposer d'un portrait complet de son état réel.

Un appel à la lucidité... et au leadership

Face à cette situation, la Montérégie a choisi d'agir.

Des organismes environnementaux, des groupes de recherche, des élus municipaux et des instances régionales ont uni leurs voix pour demander la tenue d'un Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) consacré spécifiquement aux pénuries d'eau. Cette démarche, initiée localement, s'appuie sur un constat simple : l'enjeu dépasse largement nos frontières régionales.

Le Québec a besoin d'un exercice collectif, rigoureux et transparent pour comprendre l'ampleur réelle du problème, évaluer les usages, documenter les répercussions et identifier des solutions durables.

Un BAPE permettrait précisément cela :

- Dresser un état des lieux indépendant et crédible ;
- Entendre les experts et la population utilisatrice de la ressource ;
- Tracer les bases d'une gestion équitable et pérenne de l'eau.

L'eau, un bien commun à protéger ensemble

L'eau potable, l'agriculture, le développement économique, la santé des écosystèmes : tout converge vers un même point. Sans une gestion éclairée et concertée de cette ressource, les tensions vont s'accroître.

Ce défi ne pourra pas être relevé par un seul ministère, ni par une seule région. Il exige une mobilisation nationale.

C'est pourquoi nous estimons qu'il est temps d'ouvrir un dialogue à l'échelle du Québec — un dialogue qui repose sur des faits, sur la science et sur la participation citoyenne.

Une demande formelle... et un appel à la mobilisation

Une demande officielle pour la tenue d'un BAPE sur les pénuries d'eau a été déposée auprès du ministre de l'Environnement. Elle est portée par l'organisme des bassins versants de la Zone Châteauguay (OBV SCABRIC), appuyée par le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie, plusieurs organismes de bassin versant, le Regroupement des OBV du Québec, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec, ainsi que de nombreux élus municipaux — dont la mairesse de Longueuil et les préfets de la Montérégie.

Cette démarche se veut constructive. Elle ne vise pas à pointer du doigt, mais à rassembler.

Car au-delà des institutions, c'est toute la société québécoise qui est interpellée. Citoyennes et citoyens, agricultrices et agriculteurs, entreprises, municipalités : chacun a un rôle à jouer, tant dans la prise de conscience que dans l'adoption de pratiques plus durables.

Si l'eau est au cœur de notre identité en tant que Québécoises et Québécois, elle doit aussi maintenant se poser au cœur de nos choix collectifs.

Daniel Pilon

Président, OBV SCABRIC

Lise Michaud

Mairesse de Mercier et préfète de la MRC de Roussillon

Catherine Fournier

Mairesse de Longueuil et présidente de la Table de concertation régional de la Montérégie

Cosignataires :

Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM)

Conseil du bassin versant de la région de Vaudreuil-Soulanges (COBAVER-VS)

Comité de concertation et de valorisation du bassin de la rivière Richelieu (COVABAR)

Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)

Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ)

Réseau Inondations InterSectoriel du Québec (RIISQ)

Fondation Rivières

Groupe AGECO

Eau Secours

Élues et élus municipaux des 12 MRC de la Montérégie et de l'agglomération de Longueuil